

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE
Commission siégeant sections réunies
Séance du 12 juin 1997

PRESENTS: madame A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président.

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président;
madame SOUGNE, messieurs CHERUY et
MOORAT, membres effectifs.

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président;
messieurs BOES, VANDENBOSSCHE et VAN BUYTEN,
membres effectifs.

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration;
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -
adjoint bilingue.

29.121/I/PF
RC/SH

Le ministre des Affaires sociales a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques du Fonds des Maladies professionnelles (F.M.P.).

Sur la base des articles 60, §1, et 61, §§2 et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 12 juin 1997 et a émis l'avis suivant.

*

*

*

Le projet réparti comme suit entre les cadres linguistiques les emplois du cadre organique.

Degrés	Cadre F	Cadre N	Bil. F	Bil. N
1	2	2		
2	4	4	1	1
3	25	20		
4	20	16		
5	56	45		
6	35	29		
7	13	11		

Cadre en extinction

Degrés	Cadre F	Cadre N
3	1	2
4	/	1
5	7	5
6	2	/

Les organisations syndicales ont été consultées.

* *

*

Analyse du projet

I. Emplois d'un grade égal ou supérieur au grade de directeur

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition des emplois de direction, celle-ci étant conforme à l'article 43, §3, alinéas 1 et 2, des L.L.C.

II. Emplois d'un grade inférieur à celui de directeur

Le ministre propose de maintenir la proportion des cadres linguistiques actuels aux degrés 3 à 7.

Il résulte des renseignements communiqués par le ministre en date du 22 mai 1997, qu'aucun changement n'est intervenu dans le volume des affaires traitées en français et en néerlandais au F.M.P. depuis l'examen du projet de cadres linguistiques précédents par la C.P.C.L. (avis n° 27.128 du 14 septembre 1995).

Le ministre avait communiqué à la C.P.C.L. des données chiffrées au sujet du volume de travail des cinq services du F.M.P.:

Conventions internationales:	3.387 dossiers (3%)
Dossiers N:	58.740 dossiers (53%)
Dossiers F:	48.853 dossiers (44%)

TOTAL:	110.980
--------	---------

Ces chiffres devaient toutefois être pondérés par des coefficients appliqués au nombre de dossiers par catégorie selon qu'il s'agissait d'une première demande, d'une aggravation, d'une requête pour tierce personne, d'une demande émanant d'une administration provinciale ou locale, d'un décès, d'une vaccination, etc...

Une première requête exige en général, un temps d'instruction beaucoup plus long qu'un dossier aggravation ou vaccination dont le temps d'instruction est minimal.

Après avoir appliqué ces coefficients on obtenait le volume de travail suivant:

Conventions internationales:	22.193 (5%)
Dossiers N:	195.027 (43%)
Dossiers F:	232.829 (52%)

En répartissant les dossiers internationaux entre les deux groupes linguistiques le ministre estimait que la répartition pouvait être fixée à 55%F-45%N.

Ce critère de répartition avait été appliqué à toutes les activités et tâches qui étaient en relation directe avec le traitement des dossiers maladies professionnelles, notamment les services d'attribution, le service financier, les services de l'administration générale et le classement.

Pour les services effectuant certaines tâches qui ne sont ni directement ni indirectement en rapport avec les dossiers "maladies professionnelles", on avait appliqué une répartition 50/50 (économat, sécurité, bâtiment, bibliothèque, service traduction des services administratifs, études générales et secrétariat du Conseil technique).

La C.P.C.L. émet dès lors un avis favorable à la répartition proposée, soit 149F/121N.

Le présent avis est notifié au ministre des Affaires sociales qui, conformément à l'article 61, §3, 2^{ème} alinéa des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 12 juin 1997.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE

Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS